

No. 14416

**FRANCE
and
CZECHOSLOVAKIA**

Convention for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income. Signed at Paris on 1 June 1973

Authentic texts: French and Czech.

Registered by France on 13 November 1975.

**FRANCE
et
TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les revenus. Signée à Paris le 1^{er} juin 1973

Textes authentiques : français et tchèque.

Enregistrée par la France le 13 novembre 1975.

CONVENTION¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE TCHÉCOSLOVAQUE TENDANT À ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LES REVENUS

Le Gouvernement de la République française, et le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque,

Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les revenus,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE Ier. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION.

Article premier. PERSONNES VISÉES

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont domiciliées dans un Etat contractant ou dans chacun des deux Etats.

Article 2. IMPÔTS VISÉS

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus dans chacun des deux Etats contractants, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune, les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, et les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont :

A. En ce qui concerne la France :

- a) L'impôt sur le revenu;
- b) L'impôt sur les sociétés,
y compris toute retenue à la source, tout précompte ou tout versement anticipé afférents aux impôts visés ci-dessus;
- c) La contribution des patentés.

B. En ce qui concerne la Tchécoslovaquie :

- a) Le prélèvement sur les bénéfices;
- b) L'impôt sur les bénéfices;
- c) L'impôt sur les salaires;
- d) L'impôt sur le revenu provenant de l'activité créatrice littéraire et artistique;
- e) L'impôt agricole;
- f) L'impôt sur le revenu des personnes physiques,
y compris toute retenue à la source, tout précompte ou tout versement anticipé afférents aux impôts visés ci-dessus.

¹ Entrée en vigueur le 25 janvier 1975, date de l'échange des notes par lesquelles les Parties se sont confirmé leur approbation, obtenue suivant leurs procédures constitutionnelles respectives, conformément à l'article 32, paragraphe 1.

4. La Convention s'appliquera aussi aux impôts futurs de nature identique ou analogue qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiqueront les modifications apportées à leurs législations fiscales respectives.

CHAPITRE II. DÉFINITIONS

Article 3. DÉFINITIONS GÉNÉRALES

I. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

a) Le terme «France» désigne les départements européens et les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion) de la République française et les zones situées hors des eaux territoriales de la France sur lesquelles, en conformité avec le droit international, la France peut exercer les droits relatifs au lit de la mer, au sous-sol marin et à leurs ressources naturelles;

Le terme «Tchécoslovaquie» désigne la République socialiste tchécoslovaque constituée par la République socialiste tchèque et par la République socialiste slovaque;

b) Les expressions «un Etat contractant» et «l'autre Etat contractant» désignent, suivant le contexte, la France ou la Tchécoslovaquie;

c) Le terme «personne» comprend les personnes physiques, les sociétés, les collectivités publiques et tous autres groupements de personnes;

d) Le terme «société» désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;

e) Les expressions «entreprise d'un Etat contractant» et «entreprise de l'autre Etat contractant» désignent respectivement une entreprise exploitée par une personne domiciliée dans un Etat contractant et une entreprise exploitée par une personne domiciliée dans l'autre Etat contractant;

f) L'expression «autorité compétente» désigne :

- dans le cas de la France, le Ministre de l'Economie et des Finances ou son représentant autorisé;
- dans le cas de la Tchécoslovaquie, le Ministre des Finances de la République socialiste tchécoslovaque ou son représentant autorisé.

2. Pour l'application de la Convention par un Etat contractant, toute expression qui n'est pas autrement définie a le sens qui lui est attribué par la législation dudit Etat régissant les impôts faisant l'objet de la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

Article 4. DOMICILE FISCAL

1. Pour l'application de la présente Convention, une personne est considérée comme domiciliée dans un Etat contractant quand cette personne est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est considérée comme domiciliée dans chacun des Etats contractants, le cas est résolu d'après les règles suivantes :

a) Cette personne est considérée comme domiciliée dans l'Etat contractant où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent. Lorsqu'elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans chacun des Etats contractants, elle est considérée

comme domiciliée dans l'Etat contractant avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);

- b) Si l'Etat contractant où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats contractants, elle est considérée comme domiciliée dans l'Etat contractant où elle séjourne de façon habituelle;
- c) Si cette personne séjourne de façon habituelle dans chacun des Etats contractants ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme domiciliée dans l'Etat contractant dont elle possède la nationalité;
- d) Si cette personne possède la nationalité de chacun des Etats contractants ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est considérée comme domiciliée dans chacun des Etats contractants, elle est réputée domiciliée dans l'Etat contractant où se trouve son siège de direction effective.

Article 5. ETABLISSEMENT STABLE

1. Au sens de la présente Convention, l'expression «établissement stable» désigne une installation fixe d'affaires où l'entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression «établissement stable» comprend notamment :

- a) Un siège de direction;
- b) Une succursale;
- c) Un bureau;
- d) Une usine;
- e) Un atelier;
- f) Une mine, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. On ne considère pas qu'il y a établissement stable si :

- a) Il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
- b) Des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
- c) Des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
- d) Une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;
- e) Une installation fixe d'affaires est utilisée, pour l'entreprise, aux seules fins de publicité, de fourniture d'informations, de recherches scientifiques ou d'activités analogues qui ont un caractère préparatoire ou auxiliaire;
- f) L'activité de l'entreprise consiste en un chantier de construction ou de montage.

4. Une personne agissant dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat contractant — autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant, visé au paragraphe 5 — est considérée comme «établissement stable» dans le premier Etat si elle dispose dans cet Etat de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, à moins que l'activité de cette personne ne soit limitée à l'achat de marchandises pour l'entreprise.

5. On ne considère pas qu'une entreprise d'un Etat contractant a un établissement stable dans l'autre Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre intermédiaire jouissant d'un statut indépendant.

6. Le fait qu'une société qui est domiciliée dans un Etat contractant contrôle ou soit contrôlée par une société qui est domiciliée dans l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

CHAPITRE III. IMPOSITION DES REVENUS

Article 6. REVENUS IMMOBILIERS

1. Les revenus provenant de biens immobiliers sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens sont situés.

2. L'expression «biens immobiliers» est définie conformément à la législation fiscale de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression englobe notamment les droits auxquels s'appliquent les dispositions légales concernant la propriété foncière et les droits à des redevances variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres richesses du sol; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus de biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession libérale.

Article 7. BÉNÉFICES DES ENTREPRISES

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables audit établissement stable.

2. Lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable, les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte et séparée exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Dans le calcul des bénéfices d'un établissement stable sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait que cet établissement stable a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

5. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont calculés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

6. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

7. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent, par analogie, à la contribution des patentees.

Article 8. NAVIGATION MARITIME, INTÉRIEURE ET AÉRIENNE

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation en trafic international de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé.

2. Les bénéfices provenant de l'exploitation de bateaux servant à la navigation intérieure ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé.

3. Si le siège de la direction effective d'une entreprise de navigation maritime ou intérieure est à bord d'un navire ou d'un bateau, ce siège est réputé situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire ou de ce bateau ou, à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant où l'exploitant du navire ou du bateau est domicilié.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 s'appliquent, par analogie, à la contribution des patentees.

Article 9. ENTREPRISES ASSOCIÉES

Lorsque :

- a) Une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant ou que
- b) Les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions acceptées ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient conclues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été obtenus par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

Article 10. DIVIDENDES

1. Les dividendes payés par une société domiciliée dans un Etat contractant à une personne domiciliée dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes peuvent être imposés dans l'Etat contractant où la société qui paie les dividendes est domiciliée et selon la législation de cet Etat, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 p. 100 du montant brut des dividendes.

Ce paragraphe ne concerne pas l'imposition de la société pour les bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme «dividendes» employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales assimilés aux revenus d'actions par la législation fiscale de l'Etat où la société distributrice a son domicile.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des dividendes domicilié dans un Etat contractant a, dans l'autre Etat contractant où la société qui paie les dividendes est domiciliée, un établissement stable auquel se rattache effectivement la participation génératrice des dividendes. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

5. Une personne domiciliée en Tchécoslovaquie qui perçoit des dividendes distribués par une société domiciliée en France, peut demander le remboursement du précompte afférent à ces dividendes, qui a été acquitté, le cas échéant, par la société distributrice. La France peut prélever l'impôt prévu au paragraphe 2 sur le montant des sommes remboursées.

Article 11. BÉNÉFICES RÉALISÉS PAR LES SUCCURSALES

Lorsqu'une société domiciliée en Tchécoslovaquie dispose en France d'un établissement stable, elle peut y être assujettie à la retenue à la source dans les conditions prévues par la législation interne française. Toutefois, la base sur laquelle cette retenue est perçue est réduite d'un tiers et le taux de la retenue ne peut excéder 10 p. 100.

Article 12. INTÉRÊTS

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à une personne domiciliée dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans cet autre Etat.

2. Le terme «intérêts» employé dans le présent article désigne les revenus des fonds publics, des obligations d'emprunts, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices, et des créances de toute nature, ainsi que tous autres produits assimilés aux revenus de sommes prêtées par la législation fiscale de l'Etat d'où proviennent les revenus.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des intérêts, domicilié dans un Etat contractant a, dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, un établissement stable auquel se rattache effectivement la créance génératrice des intérêts. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

4. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une collectivité locale ou une personne domiciliée dans cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non domicilié dans un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel l'emprunt générateur des intérêts a été contracté et qui supporte la charge de ces intérêts, lesdits intérêts sont réputés provenir de l'Etat contractant où l'établissement stable est situé.

5. Si, par suite de relations spéciales existant entre le débiteur et le créancier ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts payés, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont versés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le créancier en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. En ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable conformément à la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13. REDEVANCES

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à une personne domiciliée dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, les redevances peuvent être imposées dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5 p. 100 du montant brut des redevances.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les redevances provenant de droits d'auteur sur des œuvres littéraires, artistiques ou scientifiques ne sont imposables que dans l'Etat contractant où la personne qui les perçoit a son domicile.

4. Le terme «redevances» employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

5. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des redevances domicilié dans un Etat contractant a, dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, un établissement stable auquel se rattache effectivement le droit ou le bien générateur des redevances. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

6. Si, par suite de relations spéciales existant entre le débiteur et le créancier ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances payées, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont versées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le créancier en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. En ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable conformément à la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 14. GAINS EN CAPITAL

1. Les gains provenant de l'aliénation des biens immobiliers, tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, ou de l'aliénation de parts ou de droits analogues dans une société dont l'actif est composé principalement de biens immobiliers sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens immobiliers sont situés.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers faisant partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers constitutifs d'une base fixe qu'une personne domiciliée dans un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession libérale, y compris de tels gains provenant de l'aliénation globale de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

Toutefois, les gains provenant de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international et de biens mobiliers affectés à l'exploitation desdits navires ou aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé.

3. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux qui sont mentionnés aux paragraphes 1 et 2 ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le cédant est domicilié.

Article 15. PROFESSIONS INDÉPENDANTES

1. Les revenus qu'une personne domiciliée dans un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités indépendantes de caractère analogue ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que cette personne ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. Si

elle dispose d'une telle base, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à ladite base fixe.

2. L'expression «professions libérales» comprend, en particulier, les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 16. PROFESSIONS DÉPENDANTES

1. Sous réserve des dispositions des articles 17, 19, 20, 21 et 22, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'une personne domiciliée dans un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié, ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'une personne domiciliée dans un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

- a) Le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année fiscale considérée;
- b) Les rémunérations sont payées par un employeur ou au nom d'un employeur qui n'est pas domicilié dans l'autre Etat; et
- c) La charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef en trafic international, ou à bord d'un bateau servant à la navigation intérieure, sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé.

Article 17. TANTIÈMES

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'une personne domiciliée dans un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société domiciliée dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Article 18. ARTISTES ET SPORTIFS

Nonobstant les dispositions des articles 15 et 16, les revenus que les professionnels du spectacle, tels les artistes de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision et les musiciens, ainsi que les sportifs, retirent de leurs activités personnelles en cette qualité, sont imposables dans l'Etat contractant où ces activités sont exercées.

Article 19. PENSIONS

Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de l'article 20, les pensions y compris les pensions de sécurité sociale, et les autres rémunérations similaires versées à une personne domiciliée dans un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 20. FONCTIONS PUBLIQUES

1. Les rémunérations, y compris les pensions, versées par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales, ou par une personne morale de droit public de cet Etat, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une

personne physique au titre de services rendus à cet Etat, à cette collectivité ou à cette personne morale de droit public dans l'exercice de fonctions de caractère public, sont imposables dans cet Etat.

Toutefois, cette disposition ne s'applique pas lorsque les rémunérations sont versées à des personnes physiques domiciliées dans l'autre Etat, qui possèdent la nationalité de cet autre Etat.

2. Les dispositions des articles 16, 17 et 19 s'appliquent aux rémunérations ou pensions versées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité commerciale ou industrielle exercée par l'un des Etats contractants ou l'une de ses collectivités locales ou par une personne morale de droit public de cet Etat.

3. La qualité de personne morale de droit public se détermine d'après la législation de l'Etat où la personne morale est constituée.

Article 21. PROFESSEURS

Un professeur qui était domicilié dans un Etat contractant avant le début de son séjour dans l'autre Etat contractant et qui enseigne dans un établissement d'enseignement de l'autre Etat contractant pendant une durée n'excédant pas deux ans est exonéré d'impôt dans cet autre Etat à raison de la rémunération qu'il reçoit pour cet enseignement.

Article 22. ÉTUDIANTS

1. Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était auparavant domicilié dans un Etat contractant et qui séjourne dans l'autre Etat contractant à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet autre Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet autre Etat.

2. Les étudiants des établissements d'enseignement de l'un des Etats contractants, qui exercent une activité rémunérée dans l'autre Etat contractant en vue d'obtenir une formation pratique relative à leurs études, ne sont pas soumis à l'impôt dans ce dernier Etat à raison de la rémunération versée à ce titre, à condition que la durée de cette activité ne dépasse pas 183 jours par année civile.

Article 23. REVENUS NON EXPRESSÉMENT MENTIONNÉS

Les éléments du revenu d'une personne domiciliée dans un Etat contractant qui ne sont pas expressément mentionnés dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.

CHAPITRE IV. IMPOSITION DE LA FORTUNE

Article 24. FORTUNE

1. La fortune constituée par des biens immobiliers, tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, est imposable dans l'Etat contractant où ces biens sont situés.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers faisant partie de l'actif d'un établissement stable d'une entreprise ou par des biens mobiliers constitutifs d'une base fixe servant à l'exercice d'une profession libérale est imposable dans l'Etat contractant où est situé l'établissement stable ou la base fixe.

3. Les navires et les aéronefs exploités en trafic international et les bateaux servant à la navigation intérieure ainsi que les biens mobiliers affectés à leur exploitation ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de la direction effective de l'entreprise est situé.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'une personne domiciliée dans un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

CHAPITRE V. DISPOSITIONS POUR ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION

Article 25

La double imposition est évitée de la manière suivante :

A. En France :

- a) Les revenus autres que ceux visés à l'alinéa *b* ci-dessous sont exonérés des impôts français énumérés à l'article 2, paragraphe 3,A, lorsque ces revenus sont imposables en Tchécoslovaquie en vertu de la présente Convention;
- b) Pour ce qui est des revenus visés aux articles 10, 13, 17 et 18 qui ont supporté l'impôt tchécoslovaque conformément aux dispositions desdits articles, la France accorde aux personnes domiciliées en France qui perçoivent de tels revenus de source tchécoslovaque un crédit d'impôt correspondant à l'impôt perçu en Tchécoslovaquie; ce crédit d'impôt, qui ne peut excéder le montant de l'impôt perçu sur les revenus en cause, s'impute sur les impôts français énumérés à l'article 2, paragraphe 3,A, dans les bases desquels lesdits revenus sont inclus;
- c) Nonobstant les dispositions des alinéas *a* et *b*, l'impôt français peut être calculé sur le revenu imposable en France en vertu de la présente Convention, au taux correspondant au montant global du revenu imposable conformément à la législation française.

B. En Tchécoslovaquie :

- a) Les revenus autres que ceux visés à l'alinéa *b* ci-dessous sont exonérés des impôts tchécoslovaques énumérés à l'article 2, paragraphe 3,B, lorsque ces revenus sont imposables en France en vertu de la présente Convention;
- b) Pour ce qui est des revenus visés aux articles 10, 13, 17 et 18 qui ont supporté l'impôt français conformément aux dispositions desdits articles, la Tchécoslovaquie accorde aux personnes domiciliées en Tchécoslovaquie qui perçoivent de tels revenus de source française un crédit d'impôt correspondant à l'impôt perçu en France; ce crédit d'impôt, qui ne peut excéder le montant de l'impôt perçu sur les revenus en cause, s'impute sur les impôts tchécoslovaques énumérés à l'article 2, paragraphe 3,B, dans les bases desquels lesdits revenus sont inclus;
- c) Nonobstant les dispositions des alinéas *a* et *b*, l'impôt tchécoslovaque peut être calculé sur le revenu imposable en Tchécoslovaquie en vertu de la présente Convention, au taux correspondant au montant global du revenu imposable conformément à la législation tchécoslovaque.

CHAPITRE VI. DISPOSITIONS SPÉCIALES

Article 26. NON-DISCRIMINATION

1. Les nationaux d'un Etat contractant domiciliés ou non dans l'autre Etat contractant ne sont soumis dans cet autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat se trouvant dans la même situation.

2. Le terme «nationaux» désigne :

- a) Toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité d'un Etat contractant;
- b) Toutes les personnes morales, sociétés de personnes et associations constituées conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant.

3. Les apatrides domiciliés dans un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat se trouvant dans la même situation.

4. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité.

Cette disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux personnes domiciliées dans l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde aux personnes domiciliées sur son territoire.

5. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par une ou des personnes domiciliées dans l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujetties les autres entreprises de même nature de ce premier Etat.

6. Le terme «imposition» désigne dans le présent article les impôts de toute nature ou dénomination.

Article 27. PROCÉDURE AMIABLE

1. Lorsqu'une personne domiciliée dans un Etat contractant estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par chacun des deux Etats entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme à la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par la législation nationale de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant où elle est domiciliée.

2. Cette autorité compétente s'efforcera, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'apporter une solution satisfaisante, de régler la question par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés auxquelles peut donner lieu l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éviter la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents. Si des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une Commission composée de représentants des autorités compétentes des Etats contractants.

Article 28. ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangeront les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention et celles des lois internes des Etats contractants relatives aux impôts visés par la Convention dans la mesure où l'imposition qu'elles prévoient est conforme à la Convention. Tout

renseignement ainsi échangé sera tenu secret et ne pourra être communiqué qu'aux personnes ou autorités chargées de l'établissement ou du recouvrement des impôts visés par la présente Convention.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à l'un des Etats contractants l'obligation :

- a) De prendre des dispositions administratives dérogeant à sa propre législation ou à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;
- b) De fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa propre législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;
- c) De transmettre des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

Article 29. FONCTIONNAIRES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux priviléges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques et leurs domestiques privés ainsi que les membres de postes consulaires en vertu, soit des règles du droit des gens, soit de dispositions conventionnelles.

2. Dans la mesure où, en raison des priviléges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques et leurs domestiques privés ainsi que les membres de postes consulaires en vertu, soit des règles du droit des gens, soit de dispositions conventionnelles, le revenu ou la fortune ne sont pas imposables dans l'Etat accréditaire, le droit d'imposition est réservé à l'Etat accréditant.

3. Aux fins de la Convention, les membres des missions diplomatiques et leurs domestiques privés ainsi que les membres de postes consulaires d'un Etat contractant accrédités dans l'autre Etat contractant ou dans un Etat tiers qui ont la nationalité de l'Etat accréditant, sont réputés être domiciliés dans l'Etat accréditant s'ils y sont soumis aux mêmes obligations en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, que les personnes domiciliées dans ledit Etat.

4. La Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux membres des missions diplomatiques, à leurs domestiques privés et aux membres de postes consulaires d'un Etat tiers lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant et ne sont pas traités comme des personnes domiciliées dans l'un ou l'autre Etat contractant en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

Article 30. EXTENSION TERRITORIALE

1. La présente Convention peut être étendue, telle quelle ou avec les modifications nécessaires, aux territoires d'outre-mer de la République française, qui perçoivent des impôts de caractère analogue à ceux auxquels s'applique la Convention. Une telle extension prend effet à partir de la date, avec les modifications et dans les conditions, y compris les conditions relatives à la cessation d'application, qui sont fixées d'un commun accord entre les Etats contractants par échange de notes diplomatiques ou selon toute autre procédure conforme à leurs dispositions constitutionnelles.

2. A moins que les deux Etats contractants n'en soient convenus autrement, lorsque la Convention sera dénoncée par l'un d'eux en vertu de l'article 33, elle cessera de s'appliquer, dans les conditions prévues à cet article, à tout territoire auquel elle a été étendue conformément au présent article.

Article 31. APPLICATION DE LA CONVENTION

Les autorités compétentes des Etats contractants déterminent les modalités d'application de la présente Convention.

CHAPITRE VII. DISPOSITIONS FINALES*Article 32. ENTRÉE EN VIGUEUR*

1. La présente Convention sera approuvée conformément aux procédures constitutionnelles applicables dans chacun des deux Etats. Elle entrera en vigueur dès l'échange des notes constatant que les formalités nécessaires ont été accomplies dans les deux Etats.

2. Ses dispositions s'appliqueront pour la première fois :

A. En France :

- aux impôts perçus par voie de retenue à la source sur les dividendes, intérêts et redevances mis en paiement postérieurement à la date d'entrée en vigueur;
- aux autres impôts perçus sur les revenus afférents à l'année civile de la date d'entrée en vigueur ou aux exercices clos au cours de ladite année.

B. En Tchécoslovaquie :

- aux impôts perçus sur les revenus afférents à l'année civile de la date d'entrée en vigueur.

Article 33. DÉNONCIACTION

La présente Convention restera en vigueur sans limitation de durée. Toutefois, à partir de l'année 1975, chaque Etat contractant pourra, moyennant un préavis minimum de six mois notifié par la voie diplomatique, la dénoncer pour la fin d'une année civile.

Dans ce cas, la Convention s'appliquera pour la dernière fois :

A. En France :

- aux impôts perçus par voie de retenue à la source sur les dividendes, intérêts et redevances mis en paiement avant la fin de l'année civile pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée;
- aux autres impôts perçus sur les revenus afférents à l'année civile pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée et pour les exercices clos au cours de ladite année.

B. En Tchécoslovaquie :

- aux impôts perçus sur les revenus afférents à l'année civile pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée.

EN FOI DE QUOI, les soussignés dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs ont signé la présente Convention.

FAIT à Paris, le 1^{er} juin 1973, en double exemplaire, en langues française et tchèque, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

[Signé]
GILBERT DE CHAMBRUN

Pour le Gouvernement
de la République socialiste
tchécoslovaque :

[Signé]
JURAJE SEDLAKA

[CZECH TEXT — TEXTE TCHÈQUE]

**SMLOUVA MEZI VLÁDOU FRANCOUZSKÉ REPUBLIKY A VLÁDOU
ČESKOSLOVENSKÉ SOCIALISTICKÉ REPUBLIKY O ZAMEZENÍ
DVOJÍHO ZDANĚNÍ V OBORU DANÍ Z PŘÍJMU**

Vláda Francouzské republiky a vláda Československé socialistické republiky, přejice si uzavřít smlouvu o zamezení dvojího zdanění v oboru daní z příjmu, se dohodly takto:

KAPITOLA I. ROZSAH POUŽITÍ SMLOUVY

Článek 1. OSOBY, NA KTERÉ SE SMLOUVA VZTAHUJE

Tato smlouva se vztahuje na osoby, které mají svůj domicil v jednom nebo v obou smluvních státech.

Článek 2. DANĚ, NA KTERÉ SE SMLOUVA VZTAHUJE

1. Tato smlouva se vztahuje na daně z příjmu a z majetku, vybírané v obou smluvních státech, ať je způsob vybírání jakýkoli.

2. Za daně z příjmu a z majetku se považují daně vybírané z celkového příjmu, z veškerého majetku nebo z jednotlivých částí příjmu nebo majetku, včetně daní ze zisků, pocházejících ze zcizení movitého nebo nemovitého jmění, a daně z přírůstku hodnoty.

3. Současné daně, na které se smlouva vztahuje, jsou:

A) týkající se Francie:

- a) daň z příjmu fyzických osob,
- b) daň společnosti,
včetně jakékoli srážky u pramene, jakékoli zálohy nebo platby předem, které se týkají daní uvedených výše,
- c) živnostenská daň (*contribution des patentees*).

B) týkající se Československa:

- a) odvod ze zisku,
- b) daň ze zisku,
- c) daň ze mzdy,
- d) daň z příjmů z literární a umělecké činnosti,
- e) daň zemědělská,
- f) daň z příjmů obyvatelstva,
včetně jakékoli srážky u pramene, jakékoli zálohy nebo platby předem, které se týkají daní uvedených výše.

4. Smlouva se také bude vztahovat na budoucí daně totožné nebo obdobné povahy, které se připojí k současným daním nebo které je nahradí. Příslušné úřady smluvních států si budou oznamovat změny, které budou provedeny v jejich příslušných daňových zákonech.

KAPITOLA II. DEFINICE

Článek 3. VŠEOBECNÉ DEFINICE

1. Ve smyslu této smlouvy, pokud souvislost nevyžaduje odlišný výklad:

a) výraz "Francie" označuje departementy evropské a departementy zámořské (Guadeloupe, Guyane, Martinique a Réunion) Francouzské republiky a pásmo umístěná mimo francouzské teritoriální vody, na nichž Francie může v souladu s mezinárodním právem vykonávat práva vztahující se k mořskému dnu, k podzemí nacházejícímu se pod mořským dnem a k jejich přírodním zdrojům;

výraz "Československo" označuje Československou socialistickou republiku, kterou tvoří Česká socialistická republika a Slovenská socialistická republika;

b) výrazy "jeden smluvní stát" a "druhý smluvní stát" označují podle souvislosti Francii nebo Československo;

c) výraz "osoba" zahrnuje fyzické osoby, společnosti, veřejnoprávní korporace a všechna jiná sdružení osob;

d) výraz "společnost" označuje každou právnickou osobu nebo každou podstatu, která je považována za právnickou osobu pro účely zdanění;

e) výrazy "podnik jednoho smluvního státu" a "podnik druhého smluvního státu" označují podniky provozované osobou mající domicil v jednom smluvním státě, případně podniky provozované osobou mající domicil v druhém smluvním státě;

f) výraz "příslušný úřad" označuje:

- v případě Francie - ministra hospodářství a financí nebo jeho zmocněného zástupce,
- v případě Československa - ministra financí Československé socialistické republiky nebo jeho zmocněného zástupce.

2. Každý výraz, který není jinak definován, má pro aplikaci této smlouvy smluvním státem smysl, který je mu určen právními předpisy zmíněného státu, které upravují daně, jež jsou předmětem této smlouvy, pokud souvislost nevyžaduje odlišný výklad.

Článek 4. DAŇOVÝ DOMICIL

1. Pro aplikaci této smlouvy se předpokládá, že osoba má svůj domicil ve smluvním státě, když tato osoba je podrobena dani v tomto státě z důvodu svého bydliště, sídla vedení, nebo každého jiného kritéria obdobné povahy.

2. Jestliže se předpokládá podle ustanovení odstavce 1, že fyzická osoba má svůj domicil v obou smluvních státech, rozhodne se případ podle těchto pravidel:

- a) Předpokládá se, že tato osoba má svůj domicil v tom smluvním státě, v němž má stálý byt. Jestliže má stálý byt v obou smluvních státech, předpokládá se, že má svůj domicil v tom smluvním státě, s nímž jsou její osobní a hospodářská pouta nejužší (středisko životních zájmů).
- b) Jestliže nemůže být určen smluvní stát, v němž má tato osoba středisko svých životních zájmů, nebo jestliže nemá stálý byt v žádném smluvním státě, předpokládá se, že má svůj domicil v tom smluvním státě, v němž se obvykle zdržuje.
- c) Jestliže se tato osoba obvykle zdržuje v obou smluvních státech, nebo jestliže se obvykle nezdržuje v žádném z nich, předpokládá se, že má svůj domicil v tom smluvním státě jehož je státním příslušníkem.

d) Jestliže tato osoba je státním příslušníkem obou smluvních států, nebo jestliže není státním příslušníkem žádného z nich, příslušné úřady smluvních států rozhodnou otázku vzájemnou dohodou.

3. Jestliže se podle ustanovení odstavce I předpokládá, že osoba jiná než osoba fyzická má svůj domicil v obou smluvních státech, předpokládá se, že její domicil je v tom smluvním státě, v němž je sídlo jejího skutečného vedení.

Článek 5. STÁLÁ PROVOZOVNA

1. Výraz "stálá provozovna" označuje ve smyslu této smlouvy trvalé zařízení pro podnikání, v němž podnik vykonává zcela nebo zčásti svoji činnost.

2. Výraz "stálá provozovna" zahrnuje především:

- a) sídlo vedení,
- b) závod,
- c) kancelář,
- d) továrnu,
- e) dílnu,
- f) důl, lom nebo každé jiné místo, kde se těží přírodní zdroje.

3. Za stálou provozovnu se nepovažuje, jestliže

- a) se využívá zařízení pouze k uskladnění, vystavení nebo k dodávkám zboží patřícího podniku,
- b) zboží patřící podniku je uskladněno pouze jako zásoba, za účelem výstavy nebo dodání,
- c) zboží patřící podniku je uskladněno pouze za účelem zpracování jiným podnikem.
- d) trvalé zařízení sloužící podnikání je využíváno pouze za účelem nákupu zboží nebo shromažďování informací pro podnik,
- e) trvalé zařízení sloužící podnikání je využíváno pro podnik pouze za účelem reklamy, poskytování informací, vědeckých rešerší nebo podobných činností, které mají přípravný nebo pomocný charakter,
- f) činnost podniku pozůstává ze stavby nebo montáže.

4. Osoba jednající v jednom smluvním státě pro účet podniku druhého smluvního státu—jiná než zástupce mající nezávislé postavení, o němž pojednává odstavec 5—se považuje za "stálou provozovnu" v prvním státě, jestliže je v tomto státě vybavena plnou mocí, kterou tam obvykle využívá a která jí dovoluje uzavírat smlouvy jménem podniku, pokud činnost této osoby není omezena na nákup zboží pro podnik.

5. V druhém smluvním státě se nepovažuje za trvalou provozovnu podniku jednoho smluvního státu pouhá skutečnost, že tam podnik vykonává svoji činnost prostřednictvím makléře, generálního komisionáře nebo každého jiného prostředníka majícího nezávislé postavení.

6. Skutečnost, že společnost, která má svůj domicil v jednom smluvním státě, kontroluje nebo je kontrolována společností, která má svůj domicil v druhém smluvním státě, nebo která tam vykonává svoji činnost (ať prostřednictvím stálé provozovny nebo ne), nestačí sama o sobě učinit z kterékoli této společnosti stálou provozovnu druhé společnosti.

KAPITOLA III. ZDANĚNÍ PŘÍJMŮ

Článek 6. PŘÍJMY Z NEMOVITOSTÍ

1. Příjmy plynoucí z nemovitého majetku se zdaní v tom smluvním státě, v němž je tento majetek umístěn.

2. Výraz "nemovitý majetek" je definován ve shodě s daňovým právem toho smluvního státu, v němž jsou nemovitosti umístěny. Výraz zahrnuje především práva, která se řídí právními předpisy vztahujícími se na vlastnictví půdy a práva na proměnlivá nebo pevná plnění za těžení nebo za přivolání k těžbě nerostných ložisek, pramenů a jiného půdního bohatství. Lodi, čluny a letadla se nepovažují za nemovitý majetek.

3. Ustanovení odstavce 1 se použijí na příjmy pramenící z přímého hospodaření, z nájmu nebo z pachtu, právě tak jako z každého jiného způsobu exploatace nemovitého majetku.

4. Ustanovení odstavců 1 a 3 se vztahují rovněž na příjmy plynoucí z nemovitého majetku podniku, právě tak jako na příjmy z nemovitého majetku sloužícího výkonu svobodného povolání.

Článek 7. VÝNOSY PODNIKŮ

1. Výnosy podniku jednoho smluvního státu se zdaní pouze v tomto státě, pokud podnik nevykonává svoji činnost v druhém smluvním státě prostřednictvím stálé provozovny, která je tam umístěna. Jestliže podnik vykonává svoji činnost tímto způsobem, zdaní se výnosy podniku v druhém státě, avšak pouze v takovém rozsahu, v jakém je lze přičítat zmíněné stálé provozovny.

2. Jestliže podnik jednoho smluvního státu vykonává svoji činnost v druhém smluvním státě prostřednictvím stálé provozovny, která je tam umístěna, přisuzují se v každém smluvním státě této stálé provozovny výnosy, které by byla mohla realizovat, kdyby byla zřízena podnik odlišný a oddělený, vykonávající činnosti totožné nebo obdobné v totožných nebo obdobných podmírkách a obchodující zcela nezávisle s podnikem, jehož je stálou provozovnou.

3. Při výpočtu výnosů stálé provozovny se povoluje odečíst náklady vynaložené na cíle sledované touto stálou provozovnou včetně výloh vedení a všeobecných administrativních výloh takto vynaložených, ať ve státě, v němž je tato stálá provozovna umístěna, či jinde.

4. Žádný výnos se nepřičítá stálé provozovně na základě skutečnosti, že tato stálá provozovna pouze nakupovala zboží pro podnik.

5. Pro účely předchozích odstavců se výnosy, které se mají přičítat stálé provozovně, vypočítají každý rok podle téže metody, pokud neexistují závažné a dostačné důvody pro jiný postup.

6. Jestliže výnosy zahrnují části příjmu, jež jsou upraveny odděleně v jiných článcích této smlouvy, ustanovení oněch článků nejsou dotčena ustanoveními tohoto článku.

7. Ustanovení odstavce 1 se analogicky použijí na živnostenskou daň (*contribution des patentés*).

Článek 8. NÁMOŘNÍ, VNITROZEMSKÁ LODNÍ A LETECKÁ DOPRAVA

1. Výnosy plynoucí z provozu lodí a letadel v mezinárodní dopravě podléhají zdanění jen ve smluvním státě, v němž je umístěno sídlo skutečného vedení podniku.

2. Výnosy plynoucí z provozu člunů sloužících vnitrozemské plavbě podléhají zdanění jen ve smluvním státě, v němž je umístěno sídlo skutečného vedení podniku.

3. Jestliže sídlo skutečného vedení podniku námořní nebo vnitrozemské plavby je na palubě lodi nebo člunu, považuje se toto sídlo za umístěné ve smluvním státě, v němž se nachází domovský přístav této lodi nebo tohoto člunu, nebo není-li domovský přístav, ve smluvním státě, kde provozovatel lodi nebo člunu má svůj domicil.

4. Ustanovení odstavců 1 a 2 se analogicky použijí na živnostenskou daň (*contribution des patentés*).

Článek 9. SDRUŽENÉ PODNIKY

Jestliže

- a) se podnik jednoho smluvního státu podílí přímo nebo nepřímo na vedení, kontrole nebo jmění podniku druhého smluvního státu, nebo
- b) podílejí-li se tytéž osoby přímo nebo nepřímo na vedení, kontrole nebo jmění podniku jednoho smluvního státu i podniku druhého smluvního státu, a jsou-li v jednom i v druhém případě oba podniky ve svých obchodních a finančních vztazích spojeny podmínkami přijatými nebo uloženými, které se liší od podmínek, které by byly sjednány mezi podniky nezávislými, mohou být do výnosů tohoto podniku včleněny a následkem toho zdaněny výnosy, které bez těchto podmínek by byly docíleny jedním z podniků, které však vzhledem k těmto podmínkám nemohly být ve skutečnosti docíleny.

Článek 10. DIVIDENDY

1. Dividendy, vyplácené společnosti, která má domicil v jednom smluvním státě, osobě mající domicil v druhém smluvním státě, podléhají zdanění v tomto druhém státě.

2. Tyto dividendy však mohou být zdaněny ve smluvním státě, v němž má svůj domicil společnost, která je vyplácí, a to podle zákonů tohoto státu. Daň takto stanovená však nemůže přesáhnout 10% hrubé částky dividend.

Tento odstavec se nedotýká zdanění výnosů společnosti, které slouží k vyplácení dividend.

3. Výraz "dividendy", použitý v tomto článku, označuje příjmy plynoucí z akcií, požitkových listů, kuksů, zakladatelských podílů nebo jiných podílů na zisku s výjimkou pohledávek, právě tak jako příjmy z jiných společenských účastí, které jsou postaveny na roveň příjmům z akcií daňovým zákonodárstvím státu, v němž má svůj domicil společnost, která rozděluje dividendy.

4. Ustanovení odstavců 1 a 2 se nepoužijí tehdy, jestliže příjemce dividend mající domicil v jednom smluvním státě má v druhém smluvním státě, v němž má svůj domicil společnost vyplácející dividendy, stálou provozovnu, k níž se ve skutečnosti pojí účast poskytující dividendy. V tomto případě se použijí ustanovení článku 7.

5. Osoba, která má svůj domicil v Československu a která pobírá dividendy vyplácené společností mající svůj domicil ve Francii, může žádat úhradu srážky daně z těchto dividend, provedené předem, která byla zaplacena v daném případě společností vyplácející dividendy. Francie však může z částky úhrad vybrat dan předvídanou v odstavci 2.

Článek 11. VÝNOSY REALIZOVANÉ ZÁVODY

Jestliže společnost s domicilem v Československu má ve Francii stálou provozovnu, může tam podléhat srážce daně u pramene, a to za podmínek předvídaných

vnitrostátním francouzským zákonodárstvím. Avšak základ, z kterého se tato srážka vybírá, se snižuje o jednu třetinu a sazba srážky nemůže překročit 10%.

Článek 12. ÚROKY

1. Úroky plynoucí z jednoho smluvního státu a vyplácené osobě mající domicil v druhém smluvním státě podléhají zdanění jen v tomto druhém státě.

2. Výraz "úroky", použitý v tomto článku, označuje příjmy z veřejných dluhopisů, obligací opatřených i neopatřených hypotekární zárukou nebo klauzulí o účasti na zisku a z pohledávek jakékoli povahy, právě tak jako všechny jiné výtěžky postavené daňovými předpisy státu, z kterého příjmy plynou, na roveň příjmům z půjček.

3. Ustanovení odstavce 1 se nepoužijí tehdy, jestliže příjemce úroků, který má domicil v jednom smluvním státě, má v druhém smluvním státě, z něhož plynou úroky, stálou provozovnu, k níž se váže ve skutečnosti pohledávka, která je zdrojem úroků. V tomto případě se aplikují ustanovení článku 7.

4. Soudí se, že úroky mají zdroj v určitém smluvním státě, je-li dlužníkem tento stát sám, místní korporace nebo osoba mající domicil v tomto státě. Jestliže však dlužník úroků, nehledě na to má-li či nemá-li domicil v některém smluvním státě, má v jednom smluvním státě stálou provozovnu, pro kterou byla sjednána půjčka poskytující úrok a která nese ke své tiži tyto úroky, předpokládá se, že zmíněné úroky mají zdroj v tom smluvním státě, ve kterém je stálá provozovna umístěna.

5. Jestliže v důsledku zvláštních vztahů existujících mezi dlužníkem a věřitelem, nebo které jeden i druhý udržují s třetími osobami, částka placených úroků, se zřetelem k pohledávce, pro kterou jsou uhrazovány, přesahuje částku, kterou by byl smluvil dlužník s věřitelem, kdyby nebylo podobných vztahů, aplikují se ustanovení tohoto článku jen na tuto poslední částku. Část platů, která ji přesahuje, zůstává v tomto případě podrobena dani podle právních předpisů každého smluvního státu a podle jiných ustanovení této smlouvy.

Článek 13. LICENČNÍ POPLATKY

1. Licenční poplatky mající původ v jednom smluvním státě a placené osobě, která má domicil v druhém smluvním státě, podléhají zdanění v tomto druhém státě.

2. Licenční poplatky však mohou být zdaněny ve smluvním státě, z něhož plynou, a to podle právních předpisů tohoto státu. Daň takto stanovená však nemůže přesáhnout 5% hrubé částky licenčních poplatků.

3. Nehledě k ustanovením odstavce 2, zdaňují se licenční poplatky plynoucí z autorských práv k dílům literárním, uměleckým nebo vědeckým jen v tom smluvním státě, ve kterém má domicil osoba, která je pobírá.

4. Výraz "licenční poplatky", použitý v tomto článku, označuje náhrady jakéhokoli druhu, placené za užití nebo za svolení k užití práva autorského k dílu literárnímu, uměleckému nebo vědeckému, včetně kinematografických filmů, patentu, výrobní nebo obchodní známky, návrhu nebo modelu, plánu, tajného návodu nebo výrobního postupu, jakož i za užití nebo svolení k užití průmyslového, obchodního nebo vědeckého zařízení a za informace, které se vztahují na zkušenosti nabité v oblasti průmyslové, obchodní nebo vědecké.

5. Ustanovení odstavce 1 se nepoužijí v tom případě, jestliže příjemce licenčních poplatků, který má domicil v jednom smluvním státě, má v druhém smluvním státě, z něhož plynou licenční poplatky, stálou provozovnu, k níž se ve skutečnosti váže právo nebo majetek, jež jsou zdrojem licenčních poplatků. V tomto případě se použijí ustanovení článku 7.

6. Jestliže v důsledku zvláštních vztahů existujících mezi dlužníkem a věřitelem, nebo které jeden i druhý udržují s třetími osobami, částka placených úplat, s ohledem na plnění, pro které jsou uhrázovány, přesahuje úplatu, kterou by byl smluvil dlužník s věřitelem, kdyby nebylo podobných vztahů, použijí se ustanovení tohoto článku jen na tuto poslední částku. Část platů, která ji přesahuje, zůstává v tomto případě podrobna dani podle právních předpisů každého smluvního státu a podle jiných ustanovení této smlouvy.

Článek 14. KAPITÁLOVÉ ZISKY

1. Zisky mající původ ve zcizení nemovitého jmění, jehož definice je uvedena v odstavci 2 článku 6, nebo v zcizení účasti nebo podobných práv na společnosti, jejíž jmění je složeno hlavně ze jmění nemovitého, se zdání v tom smluvním státě, v němž je toto nemovité jmění umístěno.

2. Zisky mající původ ve zcizení movitosti, které jsou částí aktiv stálé provozovny, kterou podnik jednoho smluvního státu má v druhém smluvním státě, nebo základního movitého jmění stálé základny, kterou osoba domicilovaná v jednom smluvním státě má v druhém smluvním státě pro výkon svobodného povolání, včetně takových zisků, které pocházejí z úhrnného zcizení této stálé provozovny (samotné nebo s celým podnikem) nebo této stálé základny, podléhají zdanění v tomto druhém státě.

Avšak zisky mající původ ve zcizení lodí nebo letadel používaných v mezinárodní dopravě a movitého jmění určeného k provozu zmíněných lodí nebo letadel se zdání jen ve smluvním státě, v němž je umístěno sídlo skutečného vedení podniku.

3. Zisky pocházející ze zcizení všech majetkových hodnot jiných než těch hodnot, o nichž se pojednává v odstavcích 1 a 2, podléhají zdanění jen ve smluvním státě, ve kterém má zcizitel domicil.

Článek 15. NEZÁVISLÁ POVOLÁNÍ

1. Příjmy, které osoba mající domicil v jednom smluvním státě pobírá ze svobodného povolání nebo z jiných nezávislých činností podobné povahy, podléhají zdanění jen v tomto státě, ledaže tato osoba užívá v druhém smluvním státě obvyklým způsobem stálou základnu pro výkon svých činností. Jestliže disponuje takovou základnou, příjmy podléhají zdanění ve druhém státě, avšak jedině v rozsahu, v jakém je lze přičítat zmíněné stálé základně.

2. Výraz "svobodná povolání" zahrnuje obzvláště nezávislé činnosti druhu vědeckého, literárního, uměleckého, vychovatelského nebo učitelského, jakož i nezávislé činnosti lékařů, advokátů, inženýrů, architektů, dentistů a účetních.

Článek 16. ZÁVISLÁ ZAMĚSTNÁNÍ

1. S výhradou ustanovení článků 17, 19, 20, 21 a 22, mzdy, platy a jiné podobné odměny, které osoba mající domicil v jednom smluvním státě pobírá z důvodu placeného zaměstnání, podléhají zdanění jen v tomto státě. Je-li však zaměstnání vykonáváno v druhém smluvním státě, odměny přijaté z tohoto titulu podléhají zdanění v tomto druhém státě.

2. Bez ohledu na ustanovení odstavce 1 odměny, které osoba mající domicil v jednom smluvním státě dostává z titulu placeného zaměstnání vykonávaného v druhém smluvním státě, podléhají zdanění jen v prvním státě, jestliže:

a) příjemce se zdrží v druhém státě během jednoho nebo více období, které vcelku nepřekročí 183 dnů během uvažovaného daňového roku,

- b) odměny jsou vypláceny zaměstnavatelem nebo ve jménu zaměstnavatele, který nemá domicil v tomto druhém státě, a
- c) nejdou-li odměny k tíži stálé provozovně nebo stálé základně, kterou má zaměstnavatel v tomto druhém státě.

3. Bez ohledu na předchozí ustanovení tohoto článku odměny z titulu placeného zaměstnání vykonávaného na palubě lodi nebo letadla v mezinárodní dopravě nebo na palubě člunu sloužícího vnitrozemské plavbě podléhají zdanění ve smluvním státě, ve kterém je umístěno sídlo skutečného vedení podniku.

Článek 17. TANTIÉMY

Tantiémy, náhrady za účast ve správních orgánech a jiné podobné platy, které osoba mající domicil v jednom smluvním státě pobírá ve své vlastnosti člena správní nebo dozorčí rady společnosti, která má domicil v druhém smluvním státě, podléhají zdanění v tomto druhém státě.

Článek 18. UMĚLCI A SPORTOVCI

Bez ohledu na ustanovení článků 15 a 16, příjmy, které veřejné vystupující profesionálové, jako divadelní, filmoví, rozhlasoví nebo televizní umělci a hudebníci, právě tak jako sportovci, pobírají ze své osobní činnosti v této vlastnosti, podléhají zdanění ve smluvním státě, ve kterém jsou tyto činnosti vykonávány.

Článek 19. PENZE

S výhradou ustanovení odstavce 1 článku 20, penze, včetně penzí ze sociálního zabezpečení, a jiné podobné platy, poukazované z důvodu dřívějšího zaměstnání osobě, která má domicil v jednom smluvním státě, podléhají zdanění jen v tomto státě.

Článek 20. VEŘEJNÉ FUNKCE

1. Platy, včetně penzí, vyplácené jedním smluvním státem nebo některou místní korporací nebo právnickou osobou veřejného práva tohoto státu buď přímo, nebo prostřednictvím fondů, které zřídily, fyzické osobě z důvodu služeb prokázaných tomuto státu, této korporaci nebo této právnické osobě veřejného práva při výkonu funkcí veřejného charakteru, podléhají zdanění v tomto státě.

Toto ustanovení se však nepoužije, jestliže se tyto platy poukazují fyzickým osobám, které mají domicil v druhém státě a které jsou státními příslušníky tohoto druhého státu.

2. Ustanovení článků 16, 17 a 19 se použijí na platy nebo penze poukazované z důvodu služeb prokázaných v rámci obchodní nebo průmyslové činnosti, vykonávané jedním ze smluvních států nebo některou jeho místní korporací nebo právnickou osobou veřejného práva tohoto státu.

3. Vlastnost právnické osoby veřejného práva se určuje podle právních předpisů státu, v němž byla právnická osoba zřízena.

Článek 21. PROFESOŘI

Profesor, který měl svůj domicil v jednom smluvním státě před počátkem pobytu v druhém smluvním státě a který vyučuje po dobu nepřesahující dva roky na vzdělávacím ústavu druhého smluvního státu, je osvobozen v tomto druhém státě od daně z odměny, kterou pobírá za toto vyučování.

Článek 22. STUDUJÍCÍ

1. Částky, které studující nebo stážista, který má nebo měl dříve domicil v jednom smluvním státě a který pobývá ve druhém smluvním státě pouze proto, aby tam pokračoval ve svých studiích nebo přípravě na povolání, dostává na krytí výloh pobytu, studia nebo praktického výcviku, nepodléhají zdanění v tomto druhém státě s podmínkou, že pocházejí ze zdrojů mimo tento druhý stát.

2. Studující na vyučovacích ústavech jednoho smluvního státu, kteří vykonávají placenou činnost ve druhém smluvním státě, aby získali praktický výcvik vztahující se na jejich studia, nepodléhají v tomto druhém státě dani z odměny placené z tohoto důvodu s podmínkou, že trvání této činnosti nepřesáhne 183 dnů v kalendářním roce.

Článek 23. PŘÍJMY VÝSLOVNĚ NEUVEDENÉ

Části příjmu osoby mající domicil v jednom smluvním státě, které nejsou výslovně uvedeny v předcházejících článcích této smlouvy se zdaní jen v tomto státě.

KAPITOLA IV. ZDANĚNÍ MAJETKU

Článek 24. MAJETEK

1. Majetek pozůstávající z nemovitého jmění, tak jak je definováno v odstavci 2 článku 6, podléhá zdanění ve smluvním státě, v němž je tento majetek umístěn.

2. Majetek pozůstávající z movitého jmění, které je součástí aktiv stálé provozovny podniku nebo z movitého jmění, které vytváří stálou základnu sloužící k výkonu svobodného povolání, podléhá zdanění ve smluvním státě, kde je umístěna stálá provozovna nebo stálá základna.

3. Lodi a letadla využívané v mezinárodním provozu a čluny sloužící k vnitrozemské plavbě, právě tak jako movitosti určené k jejich provozování, podléhají zdanění jen ve smluvním státě, kde je umístěno sídlo skutečného vedení podniku.

4. Všechny ostatní části majetku osoby, mající domicil v jednom smluvním státě, podléhají zdanění jen v tomto státě.

KAPITOLA V. USTANOVENÍ ZA ÚČELEM VYLOUČENÍ DVOJÍHO ZDANĚNÍ

Článek 25.

Dvojí zdanění se vyloučí tímto způsobem:

A) Ve Francii

- a) příjmy jiné než ty, které jsou uvedeny níže pod písmenem b), jsou osvobozeny od francouzských daní vypočtených v článku 2, odstavec 3-A), jestliže tyto příjmy podléhají zdanění v Československu podle této smlouvy;
- b) pokud jde o příjmy uvedené v článcích 10, 13, 17 a 18, které podléhají československé dani podle ustanovení zmíněných článků, Francie přizná osobám majícím domicil ve Francii, které pobírají takové příjmy z československého pramene, dobropis na daň odpovídající dani vybrané v Československu; tento dobropis na daň, který nemůže přesáhnout částku daně, vybranou z příjmů, o které jde, se započte na francouzské daně vyjmenované v článku 2, odstavec 3-A), do jejichž základu jsou zmíněné příjmy zahrnutý;
- c) nehledě na ustanovení odstavců a) a b), může být francouzská daň vypočtena z příjmu, zdanitelného ve Francii v souladu s touto smlouvou sazbou odpovídající částce celkového příjmu zdanitelného podle francouzských právních předpisů.

B) V Československu

- a) příjmy jiné než ty, které jsou uvedeny níže pod písmenem b), jsou osvobozeny od československých daní vypočtených v článku 2, odstavec 3-B), jestliže tyto příjmy podléhají zdanění ve Francii podle této smlouvy;
- b) pokud jde o příjmy uvedené v článcích 10, 13, 17 a 18, které podléhají francouzské dani podle ustanovení zmíněných článků, Československo přizná osobám majícím domicil v Československu, které pobírají takové příjmy z francouzského pramene, dobropis na daň, odpovídající dani vybrané ve Francii; tento dobropis na daň, který nemůže přesáhnout částku daně, vybranou z příjmů, o které jde, se započte na československé daně vyjmenované v článku 2, odstavec 3-B), do jejichž základu jsou zmíněné daně zahrnuty;
- c) nehledě na ustanovení odstavců a) a b) může být československá daň vypočtena z příjmu zdanitelného v Československu v souladu s touto smlouvou, sazbou odpovídající částce celkového příjmu zdanitelného podle československých právních předpisů;

KAPITOLA VI. ZVLÁŠTNÍ USTANOVENÍ

Článek 26. ZÁKAZ DISKRIMINACE

1. Příslušníci jednoho smluvního státu, i když mají domicil v druhém smluvním státě nebo ne, nepodléhají v tomto druhém smluvním státě žádnému zdanění nebo povinnostem s ním spojeným, které by byly jiné nebo tíživější než ty, kterým jsou nebo budou moci být podrobeni příslušníci tohoto druhého státu, nacházející se ve stejné situaci.

2. Pojem "příslušníci" označuje:

- a) všechny fyzické osoby, které mají příslušnost některého smluvního státu;
- b) všechny právnické osoby, spolky osob a sdružení ustavené podle zákonodárství platného v některém smluvním státě.

3. Osoby bez státní příslušnosti, které mají domicil v jednom smluvním státě, nepodléhají v druhém smluvním státě žádnému zdanění nebo povinnostem s ním spojeným, které by byly jiné nebo tíživější než ty, kterým jsou nebo budou moci být podrobeni příslušníci tohoto druhého státu, nacházející se ve stejné situaci.

4. Zdanění stálé provozovny, kterou podnik jednoho smluvního státu má v druhém smluvním státě, se neprovede v tomto druhém státě způsobem méně příznivým než zdanění podniků tohoto druhého státu, které vykonávají tutéž činnost.

Toto ustanovení nemůže být vykládáno jako závazek jednoho smluvního státu, aby přiznal osobám majícím bydliště v druhém smluvním státě, osobní srážky, slevy a snížení daně z důvodu osobní situace nebo nákladů na rodinu, které přiznává osobám, které na jeho území mají bydliště.

5. Podniky jednoho smluvního státu, jejichž jméni je zcela nebo zčásti, přímo nebo nepřímo drženo nebo kontrolováno osobou nebo osobami majícími domicil v druhém smluvním státě, nepodléhají v prvném smluvním státě žádnému zdanění nebo povinnostem s ním spojeným, které by byly jiné nebo tíživější než ty, kterým jsou nebo budou moci být podrobeny jiné podniky téže povahy tohoto prvého státu.

6. Výraz "zdanění" označuje v tomto článku daně jakékoli povahy nebo názvu.

Článek 27. ŘEŠENÍ PŘÍPADŮ CESTOU DOHODY

1. Jestliže se osoba mající domicil v některém smluvním státě domnívá, že opatření učiněná jedním smluvním státem nebo oběma státy působí nebo přivodí pro ni zdanění, které není v souladu s touto smlouvou, může, nezávisle na opravných prostředcích, které poskytuje vnitrostátní zákonodárství těchto států, předložit svůj případ příslušnému úřadu smluvního státu, ve kterém má domicil.

2. Tento příslušný úřad se bude snažit, aby otázku upravil cestou přátelské dohody s příslušným úřadem druhého smluvního státu za účelem zamezení zdanění, které není ve shodě s touto smlouvou, jestliže reklamace se mu bude zdát oprávněná a jestliže sám nebude s to najít uspokojivé řešení,

3. Příslušné úřady smluvních států se budou snažit vyřešit cestou přátelské dohody obtíže, které mohou vzniknout při aplikaci této smlouvy. Mohou se také za účelem vyloučení dvojího zdanění dohodnout v případech, které nejsou smlouvou předvídány.

4. Příslušné úřady smluvních států mohou být v přímém spojení vzájmu dosažení dohody, o níž se pojednává v předchozích odstavcích. Jestliže se zdá, že ústní výměny názorů usnadní tuto dohodu, mohou se tyto výměny názorů konat v rámci komise sestavené ze zástupců příslušných úřadů smluvních států.

Článek 28. VÝMĚNA INFORMACÍ

1. Příslušné úřady smluvních států si budou vyměňovat informace, nutné pro aplikaci ustanovení této smlouvy a vnitrostátních zákonů smluvních států, vztahujících se na daně, o nichž pojednává tato smlouva v rozsahu, pokud zdanění, které předvídají, se řídí touto smlouvou. Všechny informace takto vyměněné budou považovány za tajné a budou moci být sděleny jen osobám nebo úřadům pověřeným stanovením nebo vybíráním daní, o nichž tato smlouva pojednává.

2. Ustanovení odstavce 1 nemohou být v žádném případě vykládána tak, že ukládají jednomu ze smluvních států závazek:

- provést administrativní opatření, která by byla v rozporu s vlastními právními předpisy nebo správní praxí nebo s právními předpisy a správní praxí druhého smluvního státu;
- poskytnout informace, které by nemohly být dosaženy na základě vlastních právních předpisů nebo v rámci vlastní normální administrativní praxe nebo v rámci právních předpisů a normální administrativní praxe druhého smluvního státu;
- předat informace, které by odhalily obchodní, průmyslové nebo živnostenské tajemství, obchodní postup nebo informace, jejichž sdělení by bylo v rozporu s veřejným pořádkem (*ordre public*).

Článek 29. DIPLOMATIČTÍ A KONZULÁRNÍ FUNKCIONÁŘI

1. Ustanovení této smlouvy se nedotýkají daňových výsad, které požívají členové diplomatických misí a jejich soukromý služební personál, jakož i členové konzulárních úřadů buď podle pravidel mezinárodního práva, nebo podle smluvních ustanovení.

2. V tom rozsahu, jak podle daňových výsad, které požívají členové diplomatických misí a jejich soukromý služební personál, jakož i členové konzulárních úřadů buď podle pravidel mezinárodního práva, nebo podle smluvních ustanovení, nepodléhají příjem nebo jmění zdanění ve státě přijímajícím, vyhražuje se právo zdanění státu vysílajícímu.

3. Pro účely této smlouvy se členové diplomatických misí a jejich soukromý služební personál, jakož i členové konzulárních úřadů jednoho smluvního státu, pověření v druhém smluvním státu nebo u státu třetího, kteří mají příslušnost státu vysílajícího, považují za osoby mající domicil ve státě vysílajícím, jestliže jsou tam podrobeni stejným povinnostem ve věci daní z příjmu a z majetku, jako osoby, které v tomto zmíněném státě mají domicil.

4. Smlouva se nevztahuje na mezinárodní organizace, jejich orgány a funkcionáře, ani na členy diplomatických misí, jejich soukromý služební personál a členy konzulárních úřadů třetího státu, když se nacházejí na území některého smluvního státu a nejsou posuzováni jako osoby mající domicil v jednom nebo v druhém smluvním státě ve věci daní z příjmu a z majetku.

Článek 30. TERITORIÁLNÍ ROZŠÍŘENÍ

1. Tato smlouva může být rozšířena buď bez změny, nebo s nutnými úpravami na zámořská území Francouzské republiky, která vybírájí daně podobné povahy těm, na které se smlouva aplikuje. Takové rozšíření nabývá účinnosti od data, s těmi modifikacemi a s těmi podmínkami, včetně podmínek vztahujících se na ukončení aplikace, které budou společně dohodnutы smluvními státy výměnou diplomatických nót nebo jakýmkoli jiným postupem v souladu s jejich ústavními předpisy.

2. Pokud se oba smluvní státy nedohodnou jinak, přestane se smlouva aplikovat, bude-li vypovězena jedním z nich podle článku 33, za podmínek stanovených v tomto článku, v každém území, na které byla podle tohoto článku rozšířena.

Článek 31. APLIKACE SMLOUVY

Příslušné úřady smluvních států určí způsoby aplikace této smlouvy.

KAPITOLA VII. ZÁVĚREČNÁ USTANOVENÍ

Článek 32. NABYTÍ ÚČINNOSTI

I. Tato smlouva bude schválena ve shodě s ústavními postupy platnými v obou smluvních státech. Nabude účinnosti výměnou nót, jimiž bude potvrzeno, že nutné formality byly v obou státech splněny.

2. Její ustanovení se použijí poprvé:

A) ve Francii:

- na daně vybírané srážkou u pramene z dividend, úroků a licenčních poplatků, vyplácených po datu, kdy tato smlouva nabude účinnosti;
- na ostatní daně, vybírané z příjmů za kalendářní rok, ve kterém smlouva nabude účinnosti nebo za hospodářský rok uzavřený v průběhu zmíněného kalendářního roku;

B) v Československu:

- na daně vybírané z příjmů za kalendářní rok, ve kterém smlouva nabude účinnosti.

Článek 33. VÝPOVĚĎ

Tato smlouva zůstane v platnosti bez omezení doby trvání. Od počátku roku 1975 bude však moci každý smluvní stát smlouvou vypovědět ke konci kalendářního roku oznamením, zaslaným diplomatickou cestou nejméně šest měsíců předem.

V tomto případě se smlouva použije naposledy:

A) ve Francii:

- na daně vybírané srážkou u pramene z dividend, úroků a licenčních poplatků, vyplácených před koncem kalendářního roku, ke kterému bude výpověď oznámena;
- na ostatní daně vybírané z příjmů za kalendářní rok, k jehož konci bude oznámena výpověď, a za hospodářský rok, uzavřený v průběhu zmíněného kalendářního roku,

B) v Československu:

- na daně vybírané z příjmů za kalendářní rok, k jehož konci bude výpověď oznámena.

NA DŮKAZ TOHO podepsaní zmocněnci, kteří k tomu byli náležitě zmocněni svými vládami, tuto smlouvu podepsali.

DÁNO v Paříži dne 1. června 1973 ve dvou vyhotoveních v jazyce francouzském a českém, přičemž obě znění mají stejnou platnost.

Za vládu
Francouzské republiky:
[Signed — Signé]¹

Za vládu
Československé socialistické republiky:
[Signed — Signé]²

¹ Signed by Gilbert de Chambrun — Signé par Gilbert de Chambrun.

² Signed by Juraje Sedlaka — Signé par Juraje Sedlaka.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK SOCIALIST REPUBLIC FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME

The Government of the French Republic and the Government of the Czechoslovak Socialist Republic,

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income,

Have agreed as follows:

CHAPTER I. SCOPE OF THE CONVENTION

Article 1. PERSONAL SCOPE

This Convention shall apply to persons who are domiciled in one or both of the Contracting States.

Article 2. TAXES COVERED

1. This Convention shall apply to taxes on income and on fortune imposed in each Contracting State, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and on fortune all taxes imposed on total income, on total fortune, or on elements of income or of fortune, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, and taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are:

A. In the case of France:

(a) The income tax;

(b) The company tax,

including any withholding, advance collection (*précompte*) or prepayment in respect of the above taxes;

(c) The business tax (*contribution des patentés*).

B. In the case of Czechoslovakia:

(a) The pre-levy on profits;

(b) The tax on profits;

(c) The tax on salaries and wages;

(d) The tax on income derived from literary and artistic creative activity;

(e) The agricultural tax;

(f) The personal income tax,

including any withholding, advance collection or prepayment in respect of the above taxes.

¹ Came into force on 25 January 1975, the date of the exchange of notes by which the Parties confirmed that it had been approved as provided for by their respective constitutional procedures, in accordance with article 32 (1).

4. The Convention shall also apply to any identical or substantially similar taxes which are subsequently imposed in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any changes made in their respective taxation laws.

CHAPTER II. DEFINITIONS

Article 3. GENERAL DEFINITIONS

1. In this Convention, unless the context otherwise requires:

(a) The term "France" means the European *départements* and overseas *départements* (Guadeloupe, Guiana, Martinique and Réunion) of the French Republic and any areas outside the territorial sea of France within which, in accordance with international law, the rights of France with respect to the sea-bed and sub-soil and their natural resources may be exercised;

The term "Czechoslovakia" means the Czechoslovak Socialist Republic, constituted by the Czech Socialist Republic and the Slovak Socialist Republic;

(b) The terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" mean France or Czechoslovakia, as the context requires;

(c) The term "person" comprises an individual, a company, a public corporation and any other body of persons;

(d) The term "company" means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes;

(e) The terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a person domiciled in a Contracting State and an enterprise carried on by a person domiciled in the other Contracting State;

(f) The term "competent authority" means:

- In the case of France, the Minister of Economic Affairs and Finance or his duly authorized representative;
- In the case of Czechoslovakia, the Minister of Finance of the Czechoslovak Socialist Republic or his authorized representative.

2. As regards the application of the Convention by a Contracting State any term not otherwise defined shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the laws of that Contracting State relating to the taxes which are the subject of the Convention.

Article 4. FISCAL DOMICILE

1. For the purposes of this Convention, a person shall be deemed to be domiciled in a Contracting State if he is liable to taxation therein by reason of his domicile, place of management or any other criterion of a similar nature.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is domiciled in both Contracting States, then this case shall be determined in accordance with the following rules:

(a) He shall be deemed to be domiciled in the Contracting State in which he has a permanent home available to him. If he has a permanent home available to him in both Contracting States, he shall be deemed to be domiciled in the Contracting State with which his personal and economic relations are closest (centre of vital interests);

- (b) If the Contracting State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either Contracting State, he shall be deemed to be domiciled in the Contracting State in which he has a habitual abode;
- (c) If he has a habitual abode in both Contracting States or in neither of them, he shall be deemed to be domiciled in the Contracting State of which he is a national;
- (d) If he is a national of both Contracting States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is domiciled in both Contracting States, then it shall be deemed to be domiciled in the Contracting State in which its place of effective management is situated.

Article 5. PERMANENT ESTABLISHMENT

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business in which the business of the enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" shall include especially:

- (a) A place of management;
- (b) A branch;
- (c) An office;
- (d) A factory;
- (e) A workshop;
- (f) A mine, quarry or other place of extraction of natural resources.

3. The term "permanent establishment" shall not be deemed to include:

- (a) The use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- (b) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
- (c) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- (d) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise, or for collecting information, for the enterprise;
- (e) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of advertising, for the supply of information, for scientific research or for similar activities which have a preparatory or auxiliary character, for the enterprise;
- (f) Activities of the enterprise which consist of a building site or construction or assembly project.

4. A person acting in a Contracting State on behalf of an enterprise of the other Contracting State—other than an agent of an independent status to whom paragraph 5 applies—shall be deemed to be a permanent establishment in the first-mentioned State if he has, and habitually exercises in that State, an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, unless his activities are limited to the purchase of goods or merchandise for the enterprise.

5. An enterprise of a Contracting State shall not be deemed to have a permanent establishment in the other Contracting State merely because it carries on

business in that other State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status.

6. The fact that a company which is domiciled in a Contracting State controls or is controlled by a company which is domiciled in the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

CHAPTER III. TAXATION OF INCOME

Article 6. INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income from immovable property may be taxed in the Contracting State in which such property is situated.

2. The term "immovable property" shall be defined in accordance with the taxation law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall include especially rights to which the legal provisions respecting landed property apply and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of professional services.

Article 7. BUSINESS PROFITS

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

5. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

6. Where profits include items of income which are dealt with separately in other articles of this Convention, then the provisions of those articles shall not be affected by the provisions of this article.

7. The provisions of paragraph 1 shall apply *mutatis mutandis* to the business tax.

*Article 8. SHIPPING, INLAND WATERWAYS TRANSPORT
AND AIR TRANSPORT*

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

2. Profits from the operation of boats engaged in inland waterways transport shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

3. If the place of effective management of a shipping enterprise or of an inland waterways transport enterprise is aboard a ship or boat, then it shall be deemed to be situated in the Contracting State in which the home harbour of the ship or boat is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting State in which the operator of the ship or boat is domiciled.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall apply *mutatis mutandis* to the business tax.

Article 9. ASSOCIATED ENTERPRISES

Where

- (a) An enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control of capital of an enterprise of the other Contracting State, or
- (b) The same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

Article 10. DIVIDENDS

1. Dividends paid by a company which is domiciled in a Contracting State to a person domiciled in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may be taxed in the Contracting State in which the company paying the dividends is domiciled, and according to the law of that State, but the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the dividends.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term "dividends" as used in this article means income from shares, *jouissance* shares or *jouissance* rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other

corporate rights assimilated to income from shares by the taxation law of the State in which the company making the distribution is domiciled.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the recipient of the dividends, being domiciled in a Contracting State, has in the other Contracting State, in which the company paying the dividends is domiciled, a permanent establishment with which the holding by virtue of which the dividends are paid is effectively connected. In such a case, the provisions of article 7 shall apply.

5. A person domiciled in Czechoslovakia who receives dividends distributed by a company domiciled in France may request reimbursement of any advance collection which has been made from the distributing company in respect of those dividends. France may levy the tax referred to in paragraph 2 on the amount reimbursed.

Article 11. BRANCH PROFITS

Where a company which is domiciled in Czechoslovakia maintains a permanent establishment in France, it may be subjected therein to the withholding tax under the conditions laid down by French domestic law. However, the base on which such tax is levied shall be reduced by one third and the rate of the tax shall not exceed 10 per cent.

Article 12. INTEREST

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a person domiciled in the other Contracting State shall be taxable only in that other State.

2. The term "interest" as used in this article means income from government securities, bonds or debentures, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in profits, and debt-claims of every kind as well as all other income assimilated to income from money lent by the taxation law of the State in which the income arises.

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the recipient of the interest, being domiciled in a Contracting State, has in the other Contracting State in which the interest arises a permanent establishment with which the debt-claim from which the interest arises is effectively connected. In such a case, the provisions of article 7 shall apply.

4. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is that State itself, a local authority or a person domiciled in that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is domiciled in a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connexion with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment, then such interest shall be deemed to arise in the Contracting State in which the permanent establishment is situated.

5. Where, owing to a special relationship between the payer and the recipient or between both of them and some other person, the amount of the interest paid, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the recipient in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In that case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the law of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 13. ROYALTIES

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a person domiciled in the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. However, such royalties may be taxed in the Contracting State in which they arise, and according to the law of that State, but the tax so charged shall not exceed 5 per cent of the gross amount of the royalties.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, royalties arising from copyrights of literary, artistic or scientific works shall be taxable only in the Contracting State in which the recipient of the royalties is domiciled.
4. The term "royalties" as used in this article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.
5. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the recipient of the royalties, being domiciled in a Contracting State, has in the other Contracting State in which the royalties arise a permanent establishment with which the right or property giving rise to the royalties is effectively connected. In such a case, the provisions of article 7 shall apply.
6. Where, owing to a special relationship between the payer and the recipient or between both of them and some other person, the amount of the royalties paid, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the recipient in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In that case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the law of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 14. CAPITAL GAINS

1. Gains from the alienation of immovable property, as defined in article 6, paragraph 2, or from the alienation of shares or similar rights in a company whose business property consists primarily of immovable property may be taxed in the Contracting State in which such immovable property is situated.
2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base which a person domiciled in a Contracting State maintains in the other Contracting State for the purpose of performing professional services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or together with the whole enterprise) or of such a fixed base, may be taxed in the other State.
However, gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic and of movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
3. Gains from the alienation of any property other than those mentioned in paragraphs 1 and 2 shall be taxable only in the Contracting State in which the alienator is domiciled.

Article 15. INDEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Income derived by a person domiciled in a Contracting State in respect of professional services or other independent activities of a similar character shall be taxable only in that State unless he has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities. If he has such a fixed base, the income may be taxed in the other Contracting State but only so much of it as is attributable to that fixed base.

2. The term "professional services" includes, especially, independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

Article 16. DEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Subject to the provisions of articles 17, 19, 20, 21 and 22, salaries, wages and other similar remuneration derived by a person domiciled in a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a person domiciled in a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

- (a) The recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in the fiscal year concerned, and
- (b) The remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not domiciled in the other State, and
- (c) The remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this article, remuneration in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft in international traffic, or aboard a boat engaged in inland waterways transport, may be taxed in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 17. DIRECTORS' FEES

Directors' fees and similar payments derived by a person domiciled in a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is domiciled in the other Contracting State may be taxed in that other State.

Article 18. ARTISTS AND ATHLETES

Notwithstanding the provisions of articles 15 and 16, income derived by public entertainers, such as theatre, motion picture, radio or television artists, and musicians, and by athletes, from their personal activities as such may be taxed in the Contracting State in which these activities are exercised.

Article 19. PENSIONS

Subject to the provisions of article 20, paragraph 1, pensions, including social security pensions, and other similar remuneration paid to a person domiciled in a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.

Article 20. GOVERNMENTAL FUNCTIONS

1. Remuneration, including pensions, paid by, or out of funds created by, a Contracting State or a local authority or a public corporation thereof to any individual in respect of services rendered to that State or local authority or public corporation thereof in the discharge of functions of a governmental nature may be taxed in that State.

However, this provision shall not apply where the remuneration is paid to individuals who are domiciled in the other State and who possess the nationality of that other State.

2. The provisions of articles 16, 17 and 19 shall apply to remuneration or pensions in respect of services rendered in connexion with any trade or business carried on by one of the Contracting States or a local authority or a public corporation thereof.

3. A corporation shall be deemed to be a public corporation if it derives its status as such from the law of the State in which it is incorporated.

Article 21. TEACHERS

A teacher who was domiciled in a Contracting State before the beginning of his visit to the other Contracting State and who teaches at an educational establishment in the other Contracting State for a period not exceeding two years shall be exempt from tax in that other State in respect of the remuneration he derives from such teaching.

Article 22. STUDENTS

1. Payments which a student or business apprentice who is or was formerly domiciled in a Contracting State and who is present in the other Contracting State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education, or training shall not be taxed in that other State, provided that such payments are made to him from sources outside that other State.

2. Students attending educational establishments in one of the Contracting States who exercise an employment in the other Contracting State for the purpose of obtaining practical training related to their education shall not be liable to taxation in the last-mentioned State in respect of the remuneration derived therefrom, provided that the duration of such employment does not exceed 183 days in any calendar year.

Article 23. INCOME NOT EXPRESSLY MENTIONED

Items of income of a person domiciled in a Contracting State which are not expressly mentioned in the foregoing articles of this Convention shall be taxable only in that State.

CHAPTER IV. TAXATION OF FORTUNE*Article 24. FORTUNE*

1. Fortune represented by immovable property, as defined in article 6, paragraph 2, may be taxed in the Contracting State in which such property is situated.

2. Fortune represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment of an enterprise, or by movable property pertaining to a fixed base used for the performance of professional services, may be taxed in the Contracting State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

3. Ships and aircraft operated in international traffic and boats engaged in inland waterways transport, and movable property pertaining to the operation of such ships, aircraft and boats, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

4. All other elements of fortune of a person domiciled in a Contracting State shall be taxable only in that State.

CHAPTER V. METHODS FOR AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION

Article 25

Double taxation shall be avoided as follows:

A. In France:

- (a) Income other than that referred to in subparagraph (b) below shall be exempt from the French taxes enumerated in article 2, paragraph 3 A, where such income may be taxed in Czechoslovakia under this Convention;
- (b) In the case of income of the kinds referred to in articles 10, 13, 17 and 18 on which Czechoslovak tax has been paid in accordance with the provisions of those articles, France shall grant to persons domiciled in France who derive such income from Czechoslovak sources a tax credit corresponding to the tax levied in Czechoslovakia; such tax credit, which shall not exceed the amount of the tax levied on the income in question, shall be allowed against the French taxes enumerated in article 2, paragraph 3 A, in the bases of which such income is included;
- (c) Notwithstanding the provisions of subparagraphs (a) and (b), French tax may be calculated on the income which may be taxed in France under this Convention at the rate appropriate to the total amount of the income which may be taxed in accordance with French law.

B. In Czechoslovakia:

- (a) Income other than that referred to in subparagraph (b) below shall be exempt from the Czechoslovak taxes enumerated in article 2, paragraph 3 B, where such income may be taxed in France under this Convention;
- (b) In the case of income of the kinds referred to in articles 10, 13, 17 and 18 on which French tax has been paid in accordance with the provisions of those articles, Czechoslovakia shall grant to persons domiciled in Czechoslovakia who derive such income from French sources a tax credit corresponding to the tax levied in France; such tax credit, which shall not exceed the amount of the tax levied on the income in question, shall be allowed against the Czechoslovak taxes enumerated in article 2, paragraph 3 B, in the bases of which such income is included;
- (c) Notwithstanding the provisions of subparagraphs (a) and (b), Czechoslovak tax may be calculated on the income which may be taxed in Czechoslovakia under this Convention at the rate appropriate to the total amount of the income which may be taxed in accordance with Czechoslovak law.

CHAPTER VI. SPECIAL PROVISIONS

Article 26. NON-DISCRIMINATION

1. Nationals of a Contracting State, whether or not they are domiciled in the other Contracting State, shall not be subjected in that other State to any taxation or

any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances are or may be subjected.

2. The term "nationals" means:

- (a) All individuals possessing the nationality of a Contracting State;
- (b) All legal persons, partnerships and associations deriving their status as such from the law in force in a Contracting State.

3. Stateless persons who are domiciled in a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances are or may be subjected.

4. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities.

This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to persons domiciled in the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to persons domiciled in its territory.

5. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by a person or persons domiciled in the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of that first-mentioned State are or may be subjected.

6. In this article the term "taxation" means taxes of every kind and description.

Article 27. MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE

1. Where a person domiciled in a Contracting State considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with this Convention, he may, notwithstanding the remedies provided by the national laws of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State in which he is domiciled.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at an appropriate solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation not in accordance with the Convention.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties arising as to the application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs. When it seems advisable in order to reach agreement to have an oral exchange of opinions, such exchange may take place through a commission consisting of representatives of the competent authorities of the Contracting States.

Article 28. EXCHANGE OF INFORMATION

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for the carrying out of this Convention and of the domestic laws of the Contracting States concerning taxes covered by this Convention in so far as the taxation thereunder is in accordance with this Convention. Any information so exchanged shall be treated as secret and shall not be disclosed to any persons or authorities other than those concerned with the assessment or collection of the taxes which are the subject of the Convention.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on one of the Contracting States the obligation:

- (a) To carry out administrative measures at variance with the laws or the administrative practice of that or of the other Contracting State;
- (b) To supply particulars which are not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- (c) To supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

Article 29. DIPLOMATIC AND CONSULAR OFFICIALS

1. Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions and their domestic employees or of members of consular posts under the rules of international law or under treaty provisions.

2. In so far as, owing to fiscal privileges granted to members of diplomatic missions and their domestic employees or to members of consular posts under the rules of international law or under treaty provisions, income or fortune is not subject to tax in the receiving State, the right to tax shall be reserved to the sending State.

3. For the purposes of the Convention, members of diplomatic missions and their domestic employees or members of consular posts of a Contracting State in the other Contracting State or in a third State who are nationals of the sending State shall be deemed to be domiciled in the sending State if they are subject therein to the same obligations in respect of taxes on income and fortune as are persons domiciled in that State.

4. The Convention shall not apply to international organizations, to organs or officials thereof or to members of diplomatic missions and their domestic employees or members of consular posts of a third State, being present in a Contracting State and not treated in either Contracting State as persons domiciled therein in respect of taxes on income and fortune.

Article 30. TERRITORIAL EXTENSION

1. This Convention may be extended, either in its entirety or with any necessary modifications, to Overseas Territories of the French Republic which impose taxes substantially similar in character to those to which the Convention applies. Any such extension shall take effect from such date and subject to such modifications and conditions, including conditions as to termination, as may be specified and agreed between the Contracting States in notes to be exchanged through the diplomatic channel or in any other manner in accordance with their constitutional procedures.

2. Unless otherwise agreed by both Contracting States, the denunciation of the Convention by one of them under article 33 shall terminate, in the manner provided

for in that article, the application of the Convention to any territory to which it has been extended under this article.

Article 31. APPLICATION OF THE CONVENTION

The competent authorities of the Contracting States shall determine the mode of application of this Convention.

CHAPTER VII. FINAL PROVISIONS

Article 32. ENTRY INTO FORCE

I. This Convention shall be approved in accordance with the constitutional procedures applicable in each of the two States. It shall enter into force upon the exchange of notes signifying that the necessary formalities have been completed in the two States.

2. Its provisions shall apply for the first time:

A. In France:

- To withholding taxes on dividends, interest and royalties payable after the date of entry into force;
- To other taxes levied on income in respect of the calendar year of the date of entry into force or of accounting periods ending during that year.

B. In Czechoslovakia:

- To taxes levied on income in respect of the calendar year of the date of entry into force.

Article 33. TERMINATION

This Convention shall remain in force indefinitely. However, after the year 1975, either Contracting State may denounce it, with effect from the end of any calendar year, by giving notice of termination at least six months in advance through the diplomatic channel.

In such event, the Convention shall apply for the last time:

A. In France:

- To withholding taxes on dividends, interest and royalties paid before the end of the calendar year for the end of which notice of termination has been given;
- To other taxes levied on income in respect of the calendar year for the end of which notice of termination has been given and of accounting periods ending during that year.

B. In Czechoslovakia:

- To taxes levied on income in respect of the calendar year for the end of which notice of termination has been given.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Convention.

DONE at Paris on 1 June 1973, in duplicate in the French and Czech languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

[Signed]

GILBERT DE CHAMBRUN

For the Government
of the Czechoslovak
Socialist Republic:

[Signed]

JURAJE SEDLAKA